CONVENTION DE PARTENAIRE IBS Europe

Entre les parties suivantes,

- a) IBS Europe SA. dont le siège social est situé au N° 68 de la Route de Luxembourg à L-4972 Dippach, Grand Duché de Luxembourg, ci-après dénommée « IBS », d'une part,
- b) Et CAA Domicilié L ,
représenté par , ci-après dénommé « le Partenaire », d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

CHAPITRE 1 : CADRE DE LA CONVENTION.

1.1 Objets de la Convention.

- 1) IBS offre au partenaire la possibilité de proposer ses produits à sa clientèle. Le Partenaire devient ainsi Partenaire IBS.
- 2) La présente Convention a pour objet de définir le rôle du Partenaire ainsi que les droits, les engagements réciproques et les obligations des parties dans le cadre du partenariat qu'elles décident d'établir entre elles.

1.2 Documents constitutifs de la convention.

La présente Convention et ses éventuelles annexes expriment l'ensemble des engagements réciproques souscrits entre IBS et le Partenaire.

Toute modification de l'une des clauses ou conditions de la Convention ou de l'une de ses éventuelles annexes, devra nécessairement être constatée par un écrit signé par IBS et le Partenaire.

1.3 Date d'effet et durée.

La Convention prend effet à la date de sa signature et est conclue pour une période allant jusqu'au 31 décembre de l'année suivante.

La Convention est ensuite reconduite tacitement pour des périodes successives de douze mois, sauf en cas de résiliation par l'une des parties à l'échéance annuelle conformément aux dispositions du chapitre 6 ci-dessous.

1.4 Législation sur les opérations d'assurances.

IBS et le Partenaire sont tenus de respecter la législation sur les opérations d'assurances en vigueur dans le ou les pays où ils opèrent, notamment en termes d'agrément et de contrôle de leurs opérations.

CHAPITRE 2 : MODALITES DE SOUSCRIPTION.

2.1 Principes généraux.

- a) Le Partenaire agit en tant qu'intermédiaire d'assurances indépendant. Il n'est ni mandataire, ni préposé, ni représentant d'IBS.
- b) IBS ne confère pas au Partenaire une quelconque autorité de souscription, sauf convention écrite particulière.
- c) Le Partenaire s'interdit notamment :
 - de représenter IBS en justice ou autrement ;
 - d'accepter un risque quelconque au nom d'IBS;
 - de signer un quelconque document en lieu et place d'IBS (police, avenant, quittance de prime ou quittance d'indemnité, etc ...);
 - d'utiliser les noms et marques déposées d'IBS sur quelque support que ce soit et ce quel qu'en soit le but ;
 - d'effectuer des paiements, pour quelque motif que ce soit, au nom d'IBS ;
 - de modifier, de sa propre initiative, le contenu d'un contrat ou la prime validée par IBS.

- d) IBS peut refuser un client ou une souscription sans devoir se justifier. De même, IBS aura seul le droit de décider, dans le respect de la réglementation en vigueur, la résiliation ou le non renouvellement d'un contrat pour un motif qu'IBS pourra estimer suffisant.

2.2 Réception des demandes d'assurances.

Le Partenaire présente le contrat à son client, lui communique les tarifs officiels établis par IBS et reçoit les demandes d'assurances, dûment complétées et signées par le client.

2.3 Transmissions des demandes d'assurances à IBS.

- a) Le Partenaire transmet par courrier à IBS la demande d'assurance signée, après l'avoir transmise par le questionnaire informatisé du site www.ibseurope.com.
- b) IBS confirmera par voie électronique au Partenaire la solution retenue pour la demande de souscription reçue par Internet, sous réserve de recevoir le questionnaire papier dûment complété et signé par le client.
- c) En cas d'acceptation par IBS, IBS procède à l'établissement des documents contractuels qu'il transmet directement au client ou au Partenaire, qui les adressera à son tour au client, selon le choix du Partenaire.
- d) En cas de refus de souscription par IBS, IBS fait part de son refus au Partenaire, via voie Electronique, et le Partenaire devra en informer le client. Il est entendu que l'information du Partenaire libère IBS vis-à-vis de l'assuré.

CHAPITRE 3 : ENCAISSEMENT DES PRIMES.

IBS procède à l'encaissement des primes directement auprès des clients. En conséquence, le Partenaire s'interdit formellement de procéder à l'encaissement des primes, sauf convention écrite particulière.

Si, néanmoins, un client paie de sa propre initiative une prime entre les mains du Partenaire, celui-ci aura l'obligation de reverser à IBS le montant ainsi perçu dans les sept jours ouvrables suivant la réception du paiement. Dans pareil cas, le paiement entre les mains du Partenaire ne libère le client qu'à la date de réception des fonds par IBS.

CHAPITRE 4 : REMUNERATION DU PARTENAIRE.

1. Pour l'exécution des missions décrites dans la présente Convention, le Partenaire perçoit des honoraires dont le barème est convenu entre les Parties pour chaque nature de contrat apporté à IBS.
2. Ces honoraires se calculent sur les primes hors taxes dûment versées par le client et encaissées par IBS ou sur les commissions effectivement touchées par IBS en Co-courtage.
3. IBS verse ces honoraires au Partenaire à chaque nouvelle échéance du contrat tant que la présente Convention est en vigueur.
4. IBS se réserve le droit de modifier le mode de calcul et les modalités relatifs aux honoraires du Partenaire. Dans ce cas, les modifications apportées aux honoraires ne s'appliqueront qu'aux nouveaux contrats apportés par le Partenaire, sauf modifications qui seraient imposées par ou en vertu de dispositions légales ou réglementaires.
5. Le barème des honoraires est annexé à la présente Convention.

CHAPITRE 5 : CESSIION DU PORTEFEUILLE CONSTITUE AUPRES D'IBS.

1. Au cas où le Partenaire décide de céder le portefeuille constitué auprès d'IBS, IBS n'acceptera une quelconque demande d'agrément du tiers acquéreur qu'à la condition préalable que tout solde débiteur éventuel du Partenaire cédant soit entièrement apuré à la date de la demande.

2. En vue de l'obtention de son agrément par IBS, l'acquéreur proposé par le Partenaire devra impérativement répondre aux exigences légales et administratives de son pays en matière d'intermédiation en assurances.
3. Le Partenaire s'engage à soumettre à l'agrément d'IBS la convention de cession de portefeuille.
4. IBS n'est pas lié par le choix de l'acquéreur et peut refuser d'agréer tout acquéreur pour des justes motifs, et notamment, s'il estime que l'acquéreur proposé ne dispose pas de la solvabilité suffisante ou s'il estime qu'il n'est pas en mesure d'exécuter convenablement les obligations découlant de la présente Convention.
5. IBS refusera également d'agréer l'acquéreur si ce dernier refuse de signer la présente Convention et d'en supporter les conséquences financières et autres, notamment les conséquences des résiliations de contrats souscrits antérieurement à la cession. Le Partenaire s'engage d'ailleurs à signaler à l'acquéreur l'existence de pareilles résiliations dont l'effet tomberait après la date de la cession.
6. En cas de refus par IBS d'agréer l'acquéreur présenté par le Partenaire, ce dernier a la faculté de rechercher un autre acquéreur ou de demander à IBS qu'il rachète les polices IBS en portefeuille au prix du marché.
7. En tout état de cause, la cession de portefeuille prendra effet à l'échéance annuelle respective de chaque contrat.

CHAPITRE 6 : FIN DE LA CONVENTION.

6.1 Résiliation.

- 6.1.1 IBS et le Partenaire peuvent décider de mettre fin à la présente convention par dénonciation notifiée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et moyennant le respect d'un préavis de trois mois.
- 6.1.2 Chaque partie reste tenue d'exécuter ses droits et obligations nés avant la résiliation de la Convention, lesquels ne seront pas affectés par la résiliation de la Convention.
- 6.1.3 La présente Convention pourra cependant être résiliée de plein droit et sans préavis dans les cas suivants :
 - a) Si l'une des Parties est mise en redressement, en liquidation, en faillite ou a déposé une demande de placement sous administration judiciaire ; dans ce cas, la Convention sera réputée résiliée de plein droit à la date de l'acte en question, sous réserve des pouvoirs légaux des organes de la procédure.
 - b) Si le Partenaire manque aux obligations techniques ou administratives résultant pour lui de la présente Convention, ou si le Partenaire devient objectivement incapable d'exécuter convenablement les tâches et missions lui incombant en vertu de la Convention ; dans ce cas, la Convention sera résiliée de plein droit, si bon semble à IBS, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant mise en demeure infructueuse faite par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au Partenaire de remédier aux manquements constatés, le tout sans préjudice de toutes indemnisations de tous dommages intérêts qui pourraient être mis à la charge du Partenaire.
 - c) Si le Partenaire n'est plus assuré contre les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile professionnelle.
 - d) Si le Partenaire perd son statut et son agrément pour l'intermédiation en assurance suivant les lois et règlements en vigueur dans son pays.
 - e) Si le Partenaire n'agit pas conformément aux règles définies par IBS qui sont applicables aux produits d'assurances couverts par les contrats et ce, malgré une mise en demeure par lettre recommandée de la part d'IBS
 - f) En cas de cession totale ou partielle par le Partenaire de son portefeuille, cette cession affectant la mission qui lui a été déléguée par IBS.
 - g) En cas de modification de la répartition de capital social du Partenaire ayant pour conséquence d'en transférer le contrôle effectif à d'autres actionnaires ou groupe d'actionnaires que ceux détenant ledit contrôle à la date de signature de la Convention.

6.1.4 Il est entendu entre les Parties qu'en cas de résiliation de la présente Convention, IBS se réserve le droit de résilier à la même date toute autre convention conclue avec le Partenaire et liant les Parties.

6.2 Fin de la Convention.

Lorsque la présente Convention cesse ses effets pour quelque cause que ce soit, le Partenaire devra :

- a) Sans rémunération complémentaire, s'engager à poursuivre sa mission pour les contrats en cours jusqu'à leur échéance annuelle car les termes de la Convention continueront à s'y appliquer y compris le droit de contrôle d' IBS ou jusqu'au règlement définitif du dernier sinistre.
- b) Restituer à IBS dès la fin de la Convention l'ensemble des informations, fichiers et documents originaux relatifs aux contrats ou aux assurés encore en sa possession, ainsi que tous justificatifs, pièces et documents s'y rapportant.
- c) S'abstenir de toute intervention de quelque nature que ce soit au nom d' IBS, sous réserve des dispositions du présent article.

CHAPITRE 7 : DISPOSITIONS GENERALES.

7.1 Responsabilité des Parties.

Pour l'exécution de la Convention, les Parties s'engagent tant pour leur compte que pour celui de leur personnel et sous-traitants, et d'une façon générale pour le compte de toute personne physique ou morale auxquelles elles délégueraient ou sous-traiteraient, partiellement ou temporairement, une obligation leur incombant au titre de la présente Convention.

7.2 Responsabilité du Partenaire

- a. Le Partenaire certifie qu'il bénéficiera durant la durée de la Convention, d'une assurance couvrant sa responsabilité professionnelle et celle des ses employés, mandataires et dirigeants, pour l'ensemble des opérations et obligations qui découlent de la présente Convention., et qui résulterait d'une erreur, d'un oubli ou d'une omission du Partenaire, de ses employés, de ses mandataires ou dirigeants. IBS se réserve le droit d'exiger du Partenaire la production d'une attestation d'assurance émise par son assureur, précisant la période de la couverture et les montants garantis.
- b. Le Partenaire informera immédiatement IBS de toute action en justice, poursuite, demande, réclamation ou procédure, de quelque nature que ce soit, qui lui sera notifiée et pouvant engager la responsabilité d' IBS. Il communiquera à IBS toute assignation, conclusion, notification et document nécessaire à IBS afin d'assurer sa défense. IBS sera seul responsable du choix de son Conseil et de la protection de ses intérêts.
- c. Le Partenaire certifie qu'il possède et s'engage à préserver pendant toute la validité de la Convention, tout agrément nécessaire pour l'exercice de l'activité d'intermédiation en assurance, en fonction des lois et règlements en vigueur dans son pays. Il s'engage à procurer à IBS la preuve de cet agrément.
- d. Le Partenaire s'abstiendra d'engager IBS d'une quelconque manière ; de même, il renonce à utiliser toute annonce, promotion ou matériel de vente portant le nom d'IBS ou de toute société affiliée ou de ses produits brevetés ou non, sauf ceux approuvés et fournis par IBS, ainsi que de porter préjudice aux activités ou à la réputation d' IBS.
- e. Le Partenaire engage sa responsabilité pour tout acte excédant la limite des pouvoirs qui lui sont confiés dans le cadre de la Convention et n'ayant pas été préalablement autorisé par IBS.

7.3 Contrôle.

Le Partenaire mettra à la disposition d' IBS toute pièce ou tous documents administratifs ou comptables, liés au fonctionnement des contrats régis par la Convention, ceci afin d'en permettre le contrôle.

7.4 Indemnisation.

Le Partenaire s'engage à indemniser IBS pour toute réclamation ou demande, action, dommages-intérêts, coût ou dépense dont IBS pourrait être tenu responsable en raison d'une faute, un oubli ou une omission du

Partenaire, de ses employés, sous-traitants, mandataires et dirigeants, dans l'accomplissement des missions définies par la Convention.

7.5 Réclamation.

Le Partenaire s'engage à informer IBS sans délai de toutes réclamations faites par toute personne physique ou morale, autorité gouvernementale, administrative ou de contrôle, relatives aux contrats et produits d' IBS. Le Partenaire devra communiquer à IBS toutes les informations utiles à sa défense en pareille circonstance.

7.6 Fichiers informatiques.

Le Partenaire s'engage à traiter les fichiers informatiques en rapport avec la Convention, dans le respect et en conformité avec la législation et les règlements en vigueur dans son pays en matière de protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

7.7 Confidentialité.

Le Partenaire s'engage à ne pas divulguer aux tiers tout ou partie de l'information relative à la présente Convention, et il impose à ses préposés, sous-traitants et mandataires, le même engagement.

7.8 Absence de société.

La présente Convention n'a pas pour objet de créer entre les Parties une société commune, ni une société en participation, tout affectio societatis étant exclu.

7.9 Intégralité de la Convention.

La Convention constitue l'accord intégral entre les Parties et se substitue à tous autres accords, contrats, pourparlers, obligations, promesses, engagements, communications, déclarations et garanties, orales et écrites, faits par l'une ou l'autre des Parties, ou par l'un de leurs administrateurs, dirigeants, employés, agents ou représentants.

7.10 Notifications.

Toute notification, demande, instruction, plainte, réclamation, accord ou autre communication adressée par l'une des Parties à l'autre, devra être écrite et sera considérée comme valablement remise à la partie destinataire, à la date de réception de ladite communication par celle-ci, lorsqu'elle est adressée par porteur ou par courrier recommandé ou par télécopie (étant bien entendu qu'un courrier électronique doit être doublé d'un courrier par porteur ou d'un courrier recommandé ou d'une télécopie), aux adresses des Parties.

7.11 Intégrité.

Dans l'hypothèse où une stipulation de la Convention serait nulle au regard d'une règle ou d'une loi en vigueur, elle serait réputée non écrite mais n'entraînerait pas la nullité de la Convention.

7.12 Droit applicable et juridiction.

La présente Convention est régie par le droit luxembourgeois et tout litige relevant de la présente Convention relève de la compétence du Tribunal compétent de Luxembourg.

IBS et le PARTENAIRE déclarent avoir pris connaissance des stipulations de la présente Convention et en accepter les termes.

Fait en, deux exemplaires à Dippach ,le.....

Pour IBS,

Pour le Courtier,

Gaël de Miomandre,
Administrateur Délégué.